

200 laboratoires fédéraux actuels. Notre objectif, dans la formation d'une alliance de ces laboratoires, est d'ouvrir à nos entreprises l'accès à certains des laboratoires les plus avancés du pays. Pour la première fois, par l'entremise du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, les entreprises auront accès à chacun de ces laboratoires, et j'espère qu'il en sortira des alliances beaucoup plus vastes entre le secteur privé et le secteur public dans les domaines de la R-D. Ceux d'entre vous qui connaissez les programmes de recherche des laboratoires publics au Japon et en France ne serez certainement pas surpris de cette initiative nouvelle.

Malgré le besoin évident de changement, certains balayent de la main l'Initiative de la prospérité. Selon eux, ce n'est qu'un exercice politique. Si cela était vrai, elle ne s'attaquerait pas aux problèmes à long terme de l'économie. Elle serait une solution de rapiéçage comme nous en ont donnée les gouvernements antérieurs.

D'autres prétendent que l'Initiative de la prospérité est un exercice de consultation, entrepris à la place de mesures concrètes.

Mais alors, de quelles mesures s'agit-il ? Le gouvernement fédéral a une très bonne idée de la façon dont il devrait réagir aux défis. Je suis certain que bon nombre d'entre vous ont de très bonnes idées sur les moyens que nous pourrions prendre pour nous améliorer.

Toutefois, même si la plupart des Canadiens et Canadiennes s'entendaient sur des solutions, le gouvernement fédéral ne pourrait en aucune façon agir seul. Les questions qu'aborde l'Initiative de la prospérité exigent des solutions que le gouvernement fédéral -- ou n'importe quel gouvernement provincial ou local -- n'est pas en mesure de mettre en œuvre. Construire la compétitivité est un projet à caractère véritablement national, un projet auquel les Canadiens et Canadiennes doivent s'engager à longue échéance.

L'Initiative de la prospérité est le moyen que tous les Canadiens et Canadiennes peuvent prendre pour aider à résoudre leurs défis économiques. C'est l'occasion d'examiner, d'un œil critique, la capacité concurrentielle de chaque secteur de l'économie, ainsi que ce que les Canadiens -- entreprises, syndicats, enseignants et gouvernement -- doivent faire, ou arrêter de faire, pour accroître la compétitivité. L'Initiative de la prospérité met les Canadiens et Canadiennes au défi de trouver les compétences dont ils ont besoin au sein de l'économie mondiale, de trouver le moyen d'acquérir ces compétences, de voir d'un œil nouveau la façon dont ils exécutent leur travail, de trouver les moyens de s'adapter aux nouvelles technologies et de répondre aux besoins de la clientèle.